

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

*SÉRIE A/B*

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

**FASCICULE N° 79**

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ  
DE SOFIA ET DE BULGARIE

(MESURES CONSERVATOIRES)

---

---

ORDONNANCE DU 5 DÉCEMBRE 1939

**1939**

ORDER OF DECEMBER 5th, 1939

---

---

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

*SERIES A./B.*

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

**FASCICULE No. 79**

THE ELECTRICITY COMPANY  
OF SOFIA AND BULGARIA

(INTERIM MEASURES OF PROTECTION)

LEYDE  
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS  
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN  
A. W. SIJTHOFF'S  
PUBLISHING COMPANY

## COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1939.  
Le 5 décembre.  
Rôle général  
n° 75.

Ordonnance rendue le 5 décembre 1939.

ANNÉE JUDICIAIRE 1939

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ  
DE SOFIA ET DE BULGARIE

(DEMANDE EN INDICATION  
DE MESURES CONSERVATOIRES)

*Présents* : M. GUERRERO, *Président* ; Sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, DE VISSCHER, ERICH, *juges*.

La Cour permanente de Justice internationale,  
ainsi composée,  
après délibéré en Chambre du Conseil,

Vu les articles 41 et 48 du Statut de la Cour,  
Vu l'article 61 du Règlement de la Cour,

*Rend l'ordonnance suivante* :

Vu la requête, déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 26 janvier 1938, par laquelle le Gouvernement belge a introduit devant la Cour contre le Gouvernement bulgare une instance relative à la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie ;

Vu la désignation par les deux Gouvernements en cause de leurs agents, savoir : pour le Gouvernement belge, M. J. G. de Ruelle, et, pour le Gouvernement bulgare, M. Ivan Altinoff ;

Vu la désignation par le Gouvernement bulgare — ce Gouvernement, qui ne comptait sur le siège de la Cour aucun juge

## PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

Order made on December 5th, 1939.

---

1939.  
December 5th.  
General List :  
No. 75.

JUDICIAL YEAR 1939.

[*Translation.*]

THE ELECTRICITY COMPANY  
OF SOFIA AND BULGARIA

(REQUEST FOR THE INDICATION  
OF INTERIM MEASURES OF PROTECTION.)

---

*Present* : M. GUERRERO, *President* ; Sir CECIL HURST, *Vice-President* ; MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, DE VISSCHER, ERICH, *Judges.*

The Permanent Court of International Justice,  
composed as above,  
after deliberation,

Having regard to Articles 41 and 48 of the Statute of the Court,  
Having regard to Article 61 of the Rules of Court,

*Makes the following Order* :

Having regard to the Application filed with the Registry of the Court on January 26th, 1938, whereby the Belgian Government instituted before the Court proceedings against the Bulgarian Government with regard to the Electricity Company of Sofia and Bulgaria ;

Having regard to the appointment by the two Governments concerned of their respective Agents, namely : for the Belgian Government, M. J. G. de Ruelle, and, for the Bulgarian Government, M. Ivan Altinoff ;

Having regard to the nomination by the Bulgarian Government—which, having no judge of its nationality in the Court,

de sa nationalité, s'étant prévalu du droit que lui réserve l'article 31 du Statut — de M. Théohar Papazoff pour siéger dans l'affaire ;

Vu le Mémoire déposé par le Gouvernement belge le 27 août 1938 ;

Vu la requête en indication de mesures conservatoires, déposée le 4 juillet 1938 au Greffe de la Cour par le Gouvernement belge, ensemble les télégrammes adressés par l'agent du Gouvernement bulgare au Président de la Cour le 27 juillet 1938 et la lettre de l'agent du Gouvernement belge au Greffier de la Cour du 26 août 1938 ;

Vu l'ordonnance rendue par le Président de la Cour le 27 août 1938, par laquelle, à raison des susdites communications, il a été donné acte au Gouvernement belge du retrait de ladite requête en indication de mesures conservatoires ;

Vu l'exception préliminaire soulevée le 25 novembre 1938 par le Gouvernement bulgare ;

Vu l'Arrêt du 4 avril 1939, par lequel la Cour a statué sur ladite exception ;

Vu l'ordonnance, datée du même jour, par laquelle la Cour a fixé aux 4 juillet, 19 août et 4 octobre 1939 les délais afférents au dépôt des Contre-Mémoire, Réplique et Duplique sur le fond ;

Vu le Contre-Mémoire du Gouvernement bulgare et la Réplique du Gouvernement belge, présentés dans les délais ainsi fixés ;

Vu l'ordonnance, datée du 4 octobre 1939, par laquelle, à la suite d'un télégramme de l'agent du Gouvernement bulgare du 2 octobre 1939, le délai afférent au dépôt de la Duplique bulgare a été prorogé au 4 janvier 1940 ;

Considérant que, le 17 octobre 1939, l'agent du Gouvernement belge a déposé au Greffe de la Cour un nouveau document intitulé « Deuxième Requête incidente du Gouvernement belge en indication de mesures conservatoires », daté du 14 octobre 1939 et rédigé dans les termes suivants :

« En la cause de l'État belge contre l'État bulgare (affaire concernant la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie),

Vu la requête introductive d'instance déposée au Greffe de la Cour par la Partie demanderesse le 26 janvier 1938,

Vu les articles 41 et 48 du Statut de la Cour et l'article 61 de son Règlement,

Vu la requête en indication de mesures conservatoires, datée du 2 juillet et enregistrée au Greffe de la Cour le 4 juillet 1938,

availed itself of its right under Article 31 of the Statute—of M. Théohar Papazoff to sit in the case ;

Having regard to the Memorial filed by the Belgian Government on August 27th, 1938 ;

Having regard to the request for the indication of interim measures of protection filed with the Registry of the Court on July 4th, 1938, by the Belgian Government, and to the telegrams sent by the Agent for the Bulgarian Government to the President of the Court on July 27th, 1938, and the letter of the Agent for the Belgian Government to the Registrar of the Court, dated August 26th, 1938 ;

Having regard to the Order made by the President of the Court on August 27th, 1938, whereby, in view of the above-mentioned communications, the withdrawal by the Belgian Government of the said request for the indication of interim measures of protection was placed on record ;

Having regard to the preliminary objection raised by the Bulgarian Government on November 25th, 1938 ;

Having regard to the Judgment of April 4th, 1939, in which the Court adjudicated upon this objection ;

Having regard to the Order of the same date, whereby the Court fixed July 4th, August 19th and October 4th, 1939, as the dates of expiration of the time-limits for the filing of the Counter-Memorial, Reply and Rejoinder on the merits ;

Having regard to the Counter-Memorial of the Bulgarian Government and the Reply of the Belgian Government, which were filed by the prescribed dates ;

Having regard to the Order, dated October 4th, 1939, whereby, in view of a telegram from the Agent for the Bulgarian Government dated October 2nd, 1939, the time-limit for the filing of the Bulgarian Rejoinder was extended until January 4th, 1940 ;

Whereas, on October 17th, 1939, the Agent for the Belgian Government filed with the Registry of the Court a new document, dated October 14th, 1939, and entitled "Second incidental Request of the Belgian Government for the indication of interim measures of protection", which runs as follows :

"In the action brought by the State of Belgium against the State of Bulgaria (case concerning the Electricity Company of Sofia and Bulgaria),

Having regard to the Application instituting proceedings, filed with the Registry by the Applicant on January 26th, 1938,

Having regard to Articles 41 and 48 of the Court's Statute and Article 61 of its Rules,

Having regard to the request for the indication of interim measures of protection, dated July 2nd, and filed in the Registry of the Court on July 4th, 1938,

Vu la lettre adressée le 26 août 1938 par le soussigné à M. le Greffier de la Cour,

Vu l'ordonnance rendue par la Cour le 27 août 1938 et donnant acte au Gouvernement belge du retrait de la requête susdite en indication de mesures conservatoires,

Vu l'Arrêt de la Cour en date du 4 avril 1939 statuant sur le déclinatoire de compétence opposé par la Partie défenderesse,

Attendu qu'il résulte de la communication prérappelée adressée le 26 août par le soussigné à M. le Greffier de la Cour, que le Gouvernement belge n'a retiré sa demande en indication de mesures conservatoires que sous réserves et sur la foi d'une déclaration du Gouvernement bulgare aux termes de laquelle, étant donné le caractère purement constatatoire des décisions judiciaires bulgares dont la Municipalité de Sofia réclamait l'exécution, le non-paiement par la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie ne pouvait entraîner pour elle aucune mesure de coercition ; la Municipalité, ajoutait-on, devait, pour obtenir le paiement recherché, intenter devant les tribunaux bulgares un procès au pétitoire, qui aurait à se dérouler éventuellement aux trois degrés normaux d'instance ; la somme réclamée sur la base des décisions « constatatoires » était de 70.745.610 leva ;

Attendu que la Municipalité de Sofia, substituée à la totalité des abonnés par décret-loi du 13 avril 1938 (document n° 62 annexé au Mémoire belge), a intenté en date du 1<sup>er</sup> août 1939 à la société susdite, ainsi qu'il conste du certificat ci-joint, un procès au pétitoire sur la base des décisions de justice bulgares antérieures ;

Attendu que la somme réclamée est toutefois portée de 70.745.610 leva à 82.360.577 leva ;

Attendu que les mesures d'exécution dont la société belge est menacée sont de nature, non seulement à ébranler gravement la situation matérielle de cette société, mais à paralyser son rétablissement dans ses droits par la Municipalité au cas où la Cour aura fait droit à la demande du Gouvernement belge ;

Attendu que le soussigné a vainement tenté d'obtenir de l'agent du Gouvernement bulgare une intervention en vue de faire suspendre la nouvelle procédure en cours ;

Attendu enfin que le Gouvernement bulgare a sollicité de la Cour, en considération de la situation internationale, une prorogation du délai pour le dépôt de son Contre-Mémoire, et qu'il y a lieu, dès lors, de craindre qu'une décision au fond ne puisse intervenir avant l'exécution poursuivie par la Municipalité de Sofia,

Par ces motifs,

Le soussigné, agent du Gouvernement belge, conclut qu'il plaise à la Cour, agissant dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 41 et 48 de son Statut et par l'article 61 de son Règlement, indiquer à titre de mesure conservatoire que le nouveau procès introduit devant les juridictions bulgares sera tenu en suspens jusqu'au prononcé de l'arrêt à rendre sur le fond de l'affaire par la Cour permanente de Justice internationale » ;

Having regard to the letter addressed to the Registrar of the Court by the undersigned on August 26th, 1938,

Having regard to the Order made by the Court on August 27th, 1938, placing on record the withdrawal by the Belgian Government of the above request for the indication of interim measures of protection,

Having regard to the Court's Judgment of April 4th, 1939, on the objection to the jurisdiction raised by the Respondent,

Whereas it appears from the aforementioned communication addressed by the undersigned to the Registrar of the Court on August 26th, that the Belgian Government only withdrew its request for the indication of interim measures of protection subject to reservations and relying on a declaration of the Bulgarian Government to the effect that, having regard to the purely declaratory nature of the Bulgarian judicial decisions of which the Municipality of Sofia claimed the execution, the non-payment by the Electricity Company of Sofia and Bulgaria could not lead to the application of any measure of compulsion against the Company; for, it was added, to obtain the payment desired, the Municipality must bring an action as demandant before the Bulgarian courts, and this action would, if need be, be heard successively by the three usual courts of the Bulgarian judicial hierarchy; the claim based on the "declaratory" decisions was for 70,745,610 leva;

Whereas, on August 1st, 1939, the Municipality of Sofia, which had been substituted for all the consumers of current by the decree law of April 13th, 1938 (No. 62 of the Annexes to the Belgian Memorial), brought against the said Company a petitory action based on the previous decisions of the Bulgarian courts, as appears from the attached certificate;

Whereas the sum claimed has however been raised from 70,745,610 leva to 82,360,577 leva;

Whereas the measures of execution with which the Belgian Company is threatened are such as would not only seriously prejudice the Company's position but also impede the restoration of its rights by the Municipality, if the Court were to uphold the Belgian Government's claim;

Whereas the undersigned vainly endeavoured to induce the Bulgarian Agent to intervene with a view to the suspension of the new proceedings now pending;

And whereas the Bulgarian Government, having regard to the international situation, has asked the Court for an extension of the time granted for the filing of its Counter-Memorial, and there is thus reason to fear that a decision on the merits will not be given before the order for execution applied for by the Municipality of Sofia,

For these reasons,

The undersigned Agent for the Belgian Government prays the Court, in the exercise of the powers conferred on it by Articles 41 and 48 of the Statute and Article 61 of the Rules of Court, to indicate as an interim measure of protection that the new proceedings in the Bulgarian courts shall be suspended until the Permanent Court of International Justice has delivered judgment on the merits";

Considérant que cette requête a été notifiée le 18 octobre 1939 à l'agent du Gouvernement bulgare, qui, en même temps, a été prié de faire tenir, avant le 24 novembre 1939, au Greffe de la Cour ses observations écrites éventuelles sur la demande du Gouvernement belge en indication de mesures conservatoires ;

Considérant que, par un télégramme daté du 18 novembre 1939, l'agent du Gouvernement bulgare a, sur instructions de son Gouvernement, communiqué à la Cour que, par suite de la guerre, l'agent du Gouvernement bulgare se trouvait dans l'impossibilité de collaborer avec des avocats étrangers pour assurer la défense bulgare et que, par suite de la nécessité de traverser des pays belligérants pour arriver à La Haye comportant des risques sérieux pour la sécurité personnelle, le Gouvernement bulgare défendait le départ du juge national désigné par lui et de son agent, et qu'en invoquant cette situation de force majeure, le Gouvernement bulgare se considérait comme non tenu de présenter à la Cour les observations demandées, tout en déclarant qu'il existait de multiples raisons pour le rejet de la demande belge en indication de mesures conservatoires ;

Considérant que, le 24 novembre 1939, le Président de la Cour, conformément à l'article 61, alinéa 8, du Règlement, a fixé au 4 décembre 1939 une audience pour entendre les observations des Parties sur la demande en indication de mesures conservatoires ;

Considérant que le juge désigné par le Gouvernement bulgare, dûment convoqué à l'audience ainsi fixée, a, par télégramme daté du 25 novembre 1939, fait savoir qu'il lui était impossible, pour cause de force majeure, de venir à La Haye ;

Considérant que, par télégrammes du 24 novembre 1939, les agents des deux Parties ont été dûment informés de la fixation de l'audience du 4 décembre 1939 ; mais que, par suite du télégramme de l'agent du Gouvernement bulgare du 18 novembre 1939 ci-dessus rappelé, seul l'agent du Gouvernement belge s'est tenu à la disposition de la Cour à la date fixée ;

Considérant qu'ainsi le Gouvernement bulgare ne s'est pas fait représenter devant la Cour à l'audience publique tenue le 4 décembre 1939 ;

Considérant qu'au cours de cette audience, la Cour a entendu M. J. G. de Ruelle, agent du Gouvernement belge, et M<sup>e</sup> Henri Rolin, conseil ; que la demande formulée dans la requête du 14 octobre 1939 n'a pas été modifiée au cours de l'audience ;

Considérant que, le 8 septembre 1939, le Tribunal régional de Sofia a donné le certificat ci-après, produit par le Gouvernement belge en annexe à sa requête du 14 octobre 1939 :



Whereas this request was notified on October 18th, 1939, to the Agent for the Bulgarian Government who was at the same time asked to let the Registry of the Court have before November 24th, 1939, any observations in writing which he might have to make upon the request of the Belgian Government for the indication of interim measures of protection ;

Whereas by a telegram dated November 18th, 1939, the Agent for the Bulgarian Government, on the instructions of his Government, informed the Court that, owing to the war, the Agent for the Bulgarian Government found it impossible to collaborate with foreign Counsel in the preparation of the Bulgarian defence, that, owing to the necessity of traversing belligerent countries to reach The Hague, which involved serious risks to personal safety, the Bulgarian Government forbade the departure of the national judge nominated by it and of its agent and that, in view of these circumstances of *force majeure*, the Bulgarian Government did not consider it incumbent upon it to submit the observations asked for, though it declared that many reasons existed for the rejection of the Belgian request for the indication of interim measures of protection ;

Whereas, on November 24th, 1939, the President of the Court, in accordance with Article 61, paragraph 8, of the Rules of Court, fixed December 4th, 1939, for a public sitting for the hearing of the observations of the Parties upon the request for the indication of interim measures of protection ;

Whereas the judge nominated by the Bulgarian Government, having been duly summoned to attend the public sitting thus fixed, announced in a telegram dated November 25th, 1939, that it was impossible for him, owing to circumstances of *force majeure*, to come to The Hague ;

Whereas, by telegrams dated November 24th, 1939, the Agents of the two Parties were duly informed of the fixing of the public sitting for December 4th, 1939 ; but whereas, in view of the above-quoted telegram dated November 18th, 1939, from the Agent for the Bulgarian Government, only the Agent for the Belgian Government appeared before the Court on the date fixed ;

Whereas the Bulgarian Government was not therefore represented before the Court at the public sitting held on December 4th, 1939 ;

Whereas at this sitting, the Court heard M. J. G. de Ruelle, Agent for the Belgian Government, and Maître Henri Rolin, Counsel ; and whereas the request presented in the document dated October 14th, 1939, was not amended in the course of the hearing ;

Whereas on September 8th, 1939, the Regional Court of Sofia delivered the following certificate produced by the Belgian Government as an annex to its request of October 14th, 1939 :

« CERTIFICAT. — Le Tribunal régional de Sofia, II<sup>me</sup> Section civile, délivre le présent certificat à la Société d'Électricité pour Sofia et la Bulgarie, pour certifier qu'avec une demande *sub* n° 32406 du 1<sup>er</sup> août 1939, suivant laquelle il a été formé un procès civil n° 852/939, la Grande Municipalité de la Capitale a intenté une action contre la Société pour Sofia et la Bulgarie pour 82.380.577,08 leva, suivant *petitum* :

Que le Tribunal régional de Sofia condamne la Société d'Électricité pour Sofia et la Bulgarie à payer à la Grande Municipalité de la Capitale :

a) Accise perçue irrégulièrement depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 1925 jusqu'au 1 <sup>er</sup> avril 1937, s'élevant à une somme globale de . . . . .	66.754.344,15
b) Sommes perçues irrégulièrement pour énergie électrique consommée pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 1936 jusqu'au 1 <sup>er</sup> avril 1936. . . . .	960.740,93
c) Sommes perçues irrégulièrement pour énergie électrique consommée pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 1936 jusqu'au 1 <sup>er</sup> avril 1938 . . . . .	6.483.762,00
d) Intérêts (légaux) 8 % sur les sommes figurant aux pp. a, b, et c depuis le 16 mars 1938 jusqu'au jour où l'action a été intentée . . . . .	8.161.730,00
En tout, leva . . . . .	82.360.757,08

e) L'intérêt de 8 % sur la somme demandée de 82.360.577,07 leva de ce jour jusqu'au remboursement définitif.

f) Les frais de justice.

Et que, pour prouver son action, la Grande Municipalité de la Capitale a produit des expéditions du jugement rendu par la Cour d'appel *sub* n° 70, du 27 mars 1937, sur procès civil n° 38/937, et du jugement rendu par le Tribunal suprême de cassation *sub* n° 177 du 16 mars 1938 sur procès civil n° 678/38 de la II<sup>me</sup> Section civile.

Suivent les signatures du président et du secrétaire, munies du sceau du Tribunal régional de Sofia et dûment légalisées par le ministère de la Justice et par le ministère des Affaires étrangères et des Cultes.

Pour traduction certifiée conforme.

(Signé) P. IVANOFF.

Vu au Ministère royal des Affaires étrangères et des Cultes pour légalisation de la signature ci-dessus apposée de son drogman M. P. Ivanoff (n° 978). — Sofia, le 12 septembre 1939. — Le Secrétaire du Département consulaire : (Signé) [illisible]. — Le Drogman-Caisier : (Signé) [illisible]. »

Considérant que ladite action, ainsi intentée au pétitoire par la Municipalité de Sofia contre la société, est précisément, suivant la déclaration de l'agent du Gouvernement bulgare lui-même en date du 27 juillet 1938 ci-dessus citée, la voie à

“CERTIFICATE.—The Regional Court of Sofia, Second Civil Section, delivers the present certificate to the Electricity Company of Sofia and Bulgaria, certifying that by means of an application bearing No. 32406 of August 1st, 1939, whereby civil action No. 852/939 has been instituted, the Great Municipality of the Capital has brought a suit against the Company of Sofia and Bulgaria for the sum of 82,380,577.08 leva, the particulars of the claim being as follows:

The Regional Court of Sofia is prayed to adjudge that the Electricity Company of Sofia and Bulgaria must pay to the Great Municipality of the Capital:

(a) The excise duty irregularly collected from July 1st, 1925, to April 1st, 1937, amounting to a total of . . . . .	66,754,344.15
(b) Sums irregularly collected for electric current consumed during the period January 1st, 1936, to April 1st, 1936 . . . . .	960,740.93
(c) Sums irregularly collected for electric current consumed during the period April 1st, 1936, to April 1st, 1938 . . . . .	6,483,762.00
(d) (Legal) Interest at 8% on the sums set out under heads <i>a</i> , <i>b</i> and <i>c</i> from March 16th, 1938, to the date of institution of proceedings . . . . .	8,161,730.00
Total, leva . . . . .	82,360,757.08

(e) Interest at 8% on the sum claimed, namely 82,360,577.07 leva, from this date until final payment has been made.

(f) Costs.

In support of its claim, the Great Municipality of the Capital has produced copies of the judgment rendered by the Court of Appeal, No. 70 of March 27th, 1937, in civil action No. 38/937, and of the judgment rendered by the Supreme Court of Cassation, No. 177 of March 16th, 1938, in civil action No. 678/38 of the Second Civil Section.

Here follow the signatures of the President and Secretary accompanied by the seal of the Regional Court of Sofia, duly legalized by the Ministry of Justice and by the Ministry for Foreign Affairs and Public Worship.

Certified correct translation.

(Signed) P. IVANOFF.

Seen at the Royal Ministry for Foreign Affairs and Public Worship for the legalization of the above signature affixed by its Dragoman M. P. Ivanoff (No. 978).—Sofia, September 12th, 1939.—Secretary of the Consular Department: (Signed) [illegible].—Dragoman-Cashier: (Signed) [illegible].”

Whereas this action which has thus been brought as demandant by the Municipality of Sofia against the Company constitutes, according to the above-quoted statement made on July 27th, 1938, by the Agent for the Bulgarian Government himself, the

suivre par ladite Municipalité pour obtenir le paiement des sommes réclamées par elle à la société et lui permettre, de ce chef, le recours aux mesures de coercition ;

Considérant qu'aux termes de l'article 41, alinéa premier, du Statut,

« La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire » ;

Qu'aux termes de l'article 61, alinéa 4, du Règlement,

« La Cour peut indiquer des mesures conservatoires autres que celles qui sont proposées dans la demande » ;

Considérant que la disposition précitée du Statut applique le principe universellement admis devant les juridictions internationales et consacré d'ailleurs dans maintes conventions auxquelles la Bulgarie a été partie, — d'après lequel les parties en cause doivent s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision à intervenir et, en général, ne laisser procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend ;

Considérant que, dans l'espèce, les circonstances actuelles, ainsi que les ajournements successifs et les délais en résultant, et en dernier lieu l'action au pétitoire ci-dessus rappelée, justifient, aux yeux de la Cour, l'indication de mesures conservatoires propres à empêcher, pendant la procédure devant la Cour, l'accomplissement d'actes susceptibles de préjuger, aussi bien pour l'une que pour l'autre des Parties en cause ou intéressées dans l'affaire, leurs droits respectifs devant résulter de l'arrêt à intervenir ;

PAR CES MOTIFS,

La Cour,

*indique* à titre provisoire,

qu'en attendant l'arrêt définitif de la Cour dans l'affaire introduite par la requête belge le 26 janvier 1938,

l'État bulgare veille à ce qu'il ne soit procédé à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible de préjuger des droits réclamés par le Gouvernement belge ou d'aggraver ou d'étendre le différend soumis à la Cour.

La présente ordonnance a été rédigée en français, les Parties s'étant déclarées d'accord pour que toute la procédure ait lieu dans cette langue.

precise course to be adopted by the said Municipality in order to obtain payment of the sums claimed by it from the Company and thus to enable it to resort to measures of compulsion ;

Whereas according to Article 41, paragraph 1, of the Statute,

“The Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to reserve the respective rights of either party” ;

And whereas, according to Article 61, paragraph 4, of the Rules,

“The Court may indicate interim measures of protection other than those proposed in the request.”

Whereas the above quoted provision of the Statute applies the principle universally accepted by international tribunals and likewise laid down in many conventions to which Bulgaria has been a party—to the effect that the parties to a case must abstain from any measure capable of exercising a prejudicial effect in regard to the execution of the decision to be given and, in general, not allow any step of any kind to be taken which might aggravate or extend the dispute ;

Whereas, in this case, present conditions and the successive postponements and resulting delays and, finally, the action as demandant above mentioned, justify in the view of the Court the indication of interim measures calculated to prevent, for the duration of the proceedings before the Court, the performance of acts likely to prejudice, for either of the Parties to the case or for the interests concerned, the respective rights which may result from the impending judgment ;

FOR THESE REASONS,

The Court,

*indicates* as an interim measure,

that pending the final judgment of the Court in the suit submitted by the Belgian Application on January 26th, 1938,

the State of Bulgaria should ensure that no step of any kind is taken capable of prejudicing the rights claimed by the Belgian Government or of aggravating or extending the dispute submitted to the Court.

The present Order has been drawn up in French, the Parties having agreed that the case should be conducted in that language.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le cinq décembre mil neuf cent trente-neuf, en quatre exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour, et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement belge, au Gouvernement bulgare et au Conseil de la Société des Nations.

Le Président de la Cour :

*(Signé)* J. G. GUERRERO.

Le Greffier-adjoint de la Cour :

*(Signé)* J. JORSTAD.

Done at the Peace Palace, The Hague, this fifth day of December, one thousand nine hundred and thirty-nine, in four copies, one of which will be deposited in the archives of the Court and the others will be communicated to the Belgian Government, to the Bulgarian Government and to the Council of the League of Nations respectively.

*(Signed)* J. G. GUERRERO,

President.

*(Signed)* J. JORSTAD,

Deputy-Registrar.